

**Question 1 :**

***Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le niveau de la rémunération de la prestation doit s'appuyer sur les coûts d'un fournisseur normalement efficace, sans pouvoir excéder les coûts évités du GRD ?***

Il est évident que la détermination du niveau de la rémunération de la prestation doit s'appuyer sur les coûts d'un fournisseur normalement efficace. Cependant, pour apprécier le niveau de prix de la prestation, la CRE doit aussi prendre en compte les coûts qu'une entreprise moyenne, bien gérée et adéquatement équipée des moyens nécessaires, aurait encourus.

De plus, concernant le fait que ce niveau de rémunération ne doit pas excéder les coûts évités du GRD, il faudrait que la CRE détaille davantage ces calculs, puisque logiquement, les grosses structures comme Enedis pourraient bénéficier des coûts évités plus faibles en raison des économies d'échelles qu'elles peuvent réaliser sur les différentes opérations de prestations de la clientèle.

**Question 2 :**

***Etes-vous favorable à une rémunération unique de la prestation de gestion de clientèle pour chacun des quatre marchés considérés (marché « d'affaire » et marché « de masse », en électricité et en gaz) qui correspond aux coûts d'un fournisseur alternatif ayant 20 % de part de marché dans une énergie ?***

Une rémunération unique de la prestation de gestion de clientèle pour les différents marchés considérés nous semble pertinente dans la mesure où le GRD bénéficie de la même prestation quel que soit le fournisseur, même si nous pouvons imaginer que certains fournisseurs ont le souci de fournir globalement un service de qualité et de proximité quand d'autres préfèrent privilégier l'automatisation du traitement des demandes des prospects et clients, en excluant les cas les plus complexes comme les branchements provisoires.

Par ailleurs, le fournisseur « de référence » n'est pas représentatif car la majorité, si ce n'est l'ensemble, des fournisseurs alternatifs n'a pas 20% de part de marché (s'agit-il d'ailleurs d'une part de marché en nombre de client ou en volume ?). Il faudrait plutôt prendre une part de marché en nombre de clients entre 2% et 5% (ce qui représente la majorité des cas des fournisseurs alternatifs). En effet, le nombre de clients d'un fournisseur est un critère important à prendre en compte car il influence le coût de la gestion des clients avec l'apparition des économies d'échelles croissantes avec le nombre de clients.

**Question 3 :**

***Que pensez-vous des niveaux envisagés par la CRE ?***

Considérant que dans le TURPE actuel pour la basse tension inférieure à 36 kVA, le coût annuel de gestion avec un CARD est de 34,80 € tandis que le coût annuel de gestion en contrat unique est de 9,00 € pour Enedis : on peut donc estimer que le coût de gestion supporté par un fournisseur correspond à la différence entre ces deux valeurs, soit 25,80 € pour le marché de masse. On constate d'ailleurs que cela correspond plus ou moins aux montants historiquement versés aux fournisseurs

alternatifs par Enedis pour cette prestation. Comparativement, les niveaux envisagés par la CRE sont plutôt faibles.

Dans la même logique, le montant de la prestation tel que versé par Enedis aux fournisseurs alternatifs qui bénéficient de ce système diminue au fil du temps afin de prendre en compte l'augmentation de la part de marché du fournisseur – mais n'atteint jamais le niveau envisagé par la CRE.

**Question 4 :**

***La définition du périmètre « historique » telle que proposée par la CRE vous paraît-elle pertinente ? Sinon, quelle définition vous semblerait pertinente ?***

La définition du périmètre « historique » telle que proposée par la CRE paraît pertinente.

**Question 5 :**

***Estimez-vous pertinente, à titre transitoire, la réduction de la rémunération de référence pour déterminer la rémunération des fournisseurs historiques pour les clients du périmètre « historique », telle que proposée par la CRE ?***

La réduction de la rémunération de référence pour déterminer la rémunération des fournisseurs historiques est pertinente s'il s'avère que l'hypothèse tablant sur un taux de contact client plus faible pour les fournisseurs historiques est confirmée.

**Question 6 :**

***Estimez-vous logique, en raison de la construction même des TRV, l'absence de rémunération concernant les clients aux tarifs réglementés de vente pour la période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ?***

La construction des TRV prend déjà en compte l'ensemble des charges supportées par le fournisseur historique, l'absence de rémunération concernant les clients aux tarifs réglementés de vente est donc logique.

Il est même pertinent de ne pas du tout rémunérer les fournisseurs historiques.

**Question 7 :**

***Etes-vous favorable à la prise en compte d'un abattement de 90 % pour la rémunération des fournisseurs pour les clients en contrat unique et en offre de marché, pour la période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CRE encadrant la rémunération des fournisseurs, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ?***

Nous ne sommes pas favorables à la prise en compte d'un abattement arbitraire de 90 % pour la rémunération car rien ne le justifie, au regard des rémunérations qui étaient versées jusqu'à présent à certains fournisseurs alternatifs.

**Question 8 :**

***Etes-vous favorable au traitement tarifaire proposé par la CRE en ce qui concerne l'électricité ?***

Nous ne sommes pas favorables au traitement tarifaire proposé par la CRE en ce qui concerne l'électricité car les fournisseurs alternatifs ayant bénéficié de ce système jusqu'à maintenant étaient bien mieux rémunérés.

**Question 9 :**

***Etes-vous favorable à la prise en compte du niveau moyen de rémunération des fournisseurs dans la part abonnement du tarif ATRD ?***

Nous n'avons pas d'avis sur la question car nous ne sommes pas concernés.

**Question 10 :**

***Etes-vous favorable à l'intégration dans le périmètre du CRCP de la différence entre les charges liées à la rémunération des fournisseurs pour la période postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et l'augmentation des recettes tarifaires liées à l'augmentation de la part abonnement du tarif ATRD5 ?***

Nous n'avons pas d'avis sur la question car nous ne sommes pas concernés.

**Question 11 :**

***Etes-vous favorable à la prise en compte des charges passées relatives à la rémunération des fournisseurs pour les prestations qu'ils effectuent pour le compte de GRDF auprès des clients en contrat unique, dans les conditions proposées par la CRE ?***

Nous n'avons pas d'avis sur la question car nous ne sommes pas concernés.

**Question 12 :**

***Que pensez-vous de l'application aux autres GRD de gaz naturel de principes de rémunération et de couverture tarifaire similaire à ceux qui seraient décidés pour GRDF ?***

Nous n'avons pas d'avis sur la question car nous ne sommes pas concernés.

**Question 13 :**

***Avez-vous toute autre remarque ?***

Nous n'avons pas d'autres remarques.